



SANTÉ

DES PEUPLES

ou santé du capital !

Bien commun, la santé est pour la Commission européenne et les chefs d'États européens un nouveau produit pour les marchés. Régulièrement, les députés et sénateurs sont amenés à voter des projets de loi transposant dans le droit français des directives européennes dans le domaine de la santé et la protection sociale. Parmi ceux-ci, le plus notable, la directive de 1992, mis en application par Mrs Jospin et Rocard en 2001, transformant le code de la Mutualité pour transformer nos mutuelles en assurances livrées à la concurrence avec le privé. Ce fut la signature de mort des structures sociales mutualistes.

Partout où la Troïka a imposé sa politique d'austérité comme réponse à la crise économique, ce sont les patients qui ont trinqué, la santé de la population qui en a souffert ainsi que le personnel de santé, en asservissant l'ensemble des mécanismes de protection sociale des États, aux marchés et aux multinationales de l'assurance privé en particulier pour le financement des systèmes de santé. Principale conséquence de la politique de la Troïka sur la santé : la baisse de la dépense publique, ce qu'Hollande nous propose avec la recherche des 50 milliards du pacte de responsabilité – dont 23 sur la santé et la protection sociale.

Ce n'est pas le travail qui coûte cher, c'est le capital. Non seulement, les attentes sociales des Français sont justifiées, mais les moyens existent pour les satisfaire. D'un côté, des actionnaires qui veulent augmenter leurs dividendes, de l'autre la pression sur les salariés et leur pouvoir d'achat, sur la planète, cela ne peut continuer.

Les solutions existent : égalité d'accès à la santé, partout et pour toutes et tous, sans restrictions d'aucun type. Il faut en finir avec les inégalités dans la santé : cela nécessite de mettre fin à la pauvreté, au chômage, à l'insécurité et à l'exclusion des 125 millions de pauvres. La protection à la santé et l'amélioration des soins doivent être garanties pour toute la population. Pour l'amélioration de la santé, nous devons exiger une base commune de droits réels pour toute la population : le droit à un emploi avec un salaire digne, le droit au logement, l'accès à l'eau potable et à l'énergie, l'égalité entre hommes et femmes, le droit à l'éducation et à la culture.

La mise en œuvre d'un programme européen de défense de la santé, action et protection sociales implique de mettre fin aux différents plans d'austérité mis en place dans toute l'Europe. Parce que la santé est un bien commun à tous et à toutes, nous devons promouvoir et restaurer le financement public et collectif. Il faut assurer la participation de tous les citoyens à des services sanitaires démocratiques et à une démocratie sanitaire les associant.

La santé tout comme la sécurité sociale doivent être retirées des directives des « marchés publics ». Nous exigeons des gouvernements européens, de la Commission et des membres du Parlement européen que toutes les politiques respectent en pratique le droit à la santé pour tous. Une politique de santé alternative en Europe comme en France exige à l'hôpital, comme dans tous les services sociaux, de substituer à la logique marchande la logique de la personne. L'Europe doit agir pour une amélioration de la santé dans les pays en développement, ce qui représentera aussi un bienfait et une nécessité pour les systèmes de soins européens.



ELLES ET ILS ONT DIT

« C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde. »

Jean Jaurès - *l'Humanité dimanche* du 17/07/2014

« Nous entrons dans une période où la recherche fondamentale est menacée par la loi du marché qui s'impose à toutes les activités de création. »

Jean-Marc Lévy-Leblond, physicien, directeur de la revue *Alliage* - *l'Humanité* du 11/04/2014

« L'abstention critique exprime des aspirations encore confuses à inventer d'autres façons de participer à la vie collective. »

Pascal Savoldelli, membre exécutif PCF
l'Humanité du 03/04/2014

« La nomination de Manuel Valls est ressentie comme un camouflet par la très grande majorité des gens de gauche. »

Pierre Laurent, secrétaire national PCF
l'Humanité dimanche du 10/04/2014

« Si le gel des salaires des fonctionnaires devait être confirmé jusqu'en 2017, ce serait un affrontement. »

Jean-Marc Canon, secrétaire général UGFF-CGT
l'Humanité du 18/04/2014

« Le 25 mai, à l'occasion des élections européennes, la seule chose nouvelle et positive qui puisse arriver est le renforcement du Front de gauche. »

Patrick Le Hyaric, *La Terre* du 22/04/2014

« Les lois doivent être votées en fonction de l'intérêt des populations et pas en fonction de celui d'une minorité et de groupes économiques. »

Jacky Hénin, député européen communiste
l'Humanité du 15/04/2014

Grand marché transatlantique
l'Humanité dimanche du 10/04/2014

« Ce traité mettrait un plafond aux règles protégeant les consommateurs et les citoyens. »

Susan Georges, présidente d'honneur d'ATTAC

« L'impact du traité serait catastrophique pour le droit du travail. »

Wolf Jacklein, animateur de l'espace international de la CGT

« Pour l'agriculture ce traité va conforter le modèle productiviste pourtant à bout de course. »

Laurent Pinatel, Confédération paysanne

LA PROTECTION SOCIALE et l'Union européenne ?

Heureusement qu'officiellement l'Union européenne n'a pas de compétence en matière de santé, si ce n'est en matière de contrôle des médicaments, et encore moins en matière de protection sociale. C'est Martin Schultz qui le confirme dans un entretien croisé avec Jean-Claude Juncker, publié dans le quotidien *Le Monde* du 8 mai dernier. Ouf ! Mais est-ce que cela changerait grand-chose si l'UE avait cette compétence ?

Comme disent mes amies féministes : « Ils nous prennent pour des quiches ».

D'abord, le dernier traité en date, négocié par Merkel et Sarkozy et mis en pratique par Merkel et Hollande, a bien souligné que tous les budgets publics dont les budgets sociaux sont soumis à la règle des 3% et à la réduction des déficits publics qui l'accompagne. Même peine même motif que pour l'éducation, les politiques d'aide à l'emploi, les budgets des collectivités locales...

C'est d'ailleurs au nom du respect des engagements pris à Bruxelles que le Premier ministre français vient de proposer 11 milliards d'euros de coupes claires dans les dépenses liées à la protection sociale.

Deuxièmement, si une partie de la presse jouait son rôle, elle ferait des études comparées des différentes politiques de protection sociale actuellement menées en Grèce, au Portugal, en Espagne et en France. On peut dire que quel qu'ait été le mode de financement choisi dans ce pays – cotisations sur les salaires ou impôt ou mixte – les mêmes recettes sont appliquées : elles aboutissent à moins de protection, à un recul de l'accès aux soins et en revanche à une augmentation des recours au système privé de complémentaires, souvent dans les mains de grands groupes soumis à la logique des fonds de pensions.

« La santé est un luxe », tel est l'avis des libéraux. Le chemin pris par la quasi totalité des pays de l'Union va toujours vers moins de protection universelle et vers l'accroissement de la protection individuelle. Bref, l'UE s'éloigne de la solidarité au même moment où les USA tentent timidement de s'en approcher. Sont-ce les prémices de l'accord transatlantique qui amènent ces deux entités à jouer à « choux fleur », comme le font les enfants dans la cour d'école ? « Mais dans la tire qui mène à Hollywood vous savez qu'il faut jouer des coudes », chantait Yves Simon il y a 40 ans. La concurrence féroce a besoin de dérégulation et non de protection.

suite page 3



LA PROTECTION SOCIALE et l'Union européenne ?

Le troisième étage de la fusée est bien ce grand marché transatlantique qui va ouvrir la totalité de notre économie aux appétits des entreprises nord-américaines et aux fonds de pensions. Enfin, les médicaments américains qui sont moins contrôlés que les médicaments en Europe pourront envahir le marché de l'UE ! Enfin, les grands groupes étatsuniens pourront attaquer les entreprises européennes, les laboratoires mais aussi les brevets et les décisions des gouvernements et des autorités locales si elles maintiennent des contraintes à la concurrence. Mais comble du comble, les éventuels conflits échapperont aux juridictions nationales et européennes pour être soumises à des tribunaux arbitraux dans lesquels le monde de l'entreprise sera à la fois juge et partie.

Mais rassurons-nous : « Oui, il faut réguler le commerce mondial. Oui, il faut lutter contre le dumping social [...]. Cette Europe est celle qui met fin à l'austérité aveugle (*sic*) et encadre la finance », c'est ce qu'a écrit le président Hollande dans un article publié le 9 mai dans le quotidien *Le Monde*. Nous sommes rassurés. Mais sincèrement, que pèse ce plaidoyer face à sa petite phrase prononcée dans le secret du bureau ovale de la maison blanche le 11 février dernier face à Barack Obama : « Nous avons tout à gagner à aller vite, sinon nous savons bien qu'il y aura une accumulation de peurs, de menaces et de crispations ».

Les parlementaires européens et nationaux du Front de gauche, eux, font le lien entre les politiques nationales et européennes. Non pas en cherchant bêtement comme le Front national à déterminer qui de la poule européenne ou de l'œuf national, ou inversement, qui est le responsable des malheurs des peuples européens. C'est la connivence totale entre les multinationales et les politiques à leur service menées par l'Union et les États qui la composent qui détricotent les politiques de santé et la protection sociale afin de faire plus de place au marché. Le Front de gauche, en France et en Europe, se bat pour au contraire construire de nouvelles solidarités, des coopérations mutuellement avantageuses, de nouvelles protections pour tous les citoyens, les salariés, les chômeurs, les retraités, les jeunes. Ils savent qu'ils n'ont rien à attendre d'un système dérégulé mais bien au contraire tout à gagner d'une harmonisation sociale par le haut. Plus ils seront nombreux le 25 mai au Parlement européen, plus ils pourront mettre en échec les mesures austéritaires et plus ils pourront faire entendre la voix de ceux qui souffrent. Fidèles au principe de Lacordaire, ils savent que « C'est la liberté qui opprime et la loi qui protège ».

Gilles Garnier

DES CHIFFRES

110 ans

Le 18 avril 1904 paraît le premier numéro de *l'Humanité*.
l'Humanité du 18/04/2014

70 ans

Le 21 avril 1944, le Général de Gaulle signe l'ordonnance qui donne le droit de vote aux femmes grâce à l'amendement proposé par le communiste Fernand Grenie.

l'Humanité du 25/04/2014

40 ans

Le 25 avril 1974, la « révolution des œilletons » entraîne la chute de la dictature au Portugal.

l'Humanité du 24/04/2014

20 ans

Le 7 avril 1994, le dernier génocide du XX^e siècle se déchaîne dans la capitale rwandaise.

l'Humanité du 07/04/2014

2 millions

C'est le nombre de *marcheurs pour la dignité* qui ont convergé à Madrid le 23 mars 2014.

l'Humanité

9 millions

C'est le nombre de Français vivant en dessous du seuil de pauvreté (- de 790 € par mois).

l'Humanité dimanche du 24/04/2014

26 millions

C'est le nombre de chômeurs dans l'UE (28 pays).

l'Humanité dimanche du 10/04/2014

38

C'est le nombre d'associations de lutte contre l'exclusion qui appellent à rejeter le plan Valls jugé irresponsable.

l'Humanité du 48/04/2014

54

C'est le nombre de plans sociaux actuellement en cours dans l'industrie pharmaceutique représentant quelques 12 000 suppressions d'emplois.

l'Humanité du 02/04/2014

400 à 500

C'est le nombre de travailleurs européens qui meurent chaque jour de leurs conditions de travail ou de leurs conséquences sur la santé.

Laurent Vogel, directeur départemental de l'institut syndical européen.

Revue de presse du PCF 25/04/2014

9000

C'est le nombre de mineurs étrangers isolés vivant en France sans famille ni ressources.

l'Humanité du 14/04/2014

11%

C'est le pourcentage de femmes dans les pays européens qui occupent les postes les plus élevés de la recherche contre 89% d'hommes.

l'Humanité du 06/04/2014



3 QUESTIONS À Panos Angelopoulos

collectif *France/Grèce Solidarité pour la Santé*

Pourquoi un collectif *France/Grèce Solidarité pour la Santé* ?

Cela fait bientôt trois décennies que le rouleau compresseur néolibéral tente de détruire toute notion de bien commun et toute structure de solidarité sociale que représentaient les services publics, la sécurité sociale, les retraites, etc.

Pourtant, de par sa nature, le secteur de la santé est crucial : il s'agit à proprement parler d'une question de vie ou de mort, et cela à l'échelle de toute une société.

L'effondrement passe par un sous-financement accéléré du système public de santé : suppressions de postes drastiques, fermeture de la moitié du parc hospitalier, coupes salariales allant jusqu'au 40%. De concert avec la perte de plus de 40% du pouvoir d'achat, la paupérisation (30% sous le seuil de pauvreté) et la flambée du chômage (28% de la population active), la population grecque se trouve exclue du système public de santé (30% sans sécurité sociale) et dépossédée des services de soin de santé primaires. Cela se traduit par une véritable crise sanitaire : des maladies disparues pendant des décennies ont refait surface (paludisme), la mortalité infantile a doublé et les cas de nouveaux patients de HIV ont enregistré une augmentation de 150%, sans oublier l'augmentation de 40% de taux de suicide.

Peux-tu nous présenter les dispensaires et pharmacies sociaux grecs ?

Cela fait trois ans que le premier dispensaire social a vu le jour à Thessalonique ; ils en sont actuellement plus de 25 dans l'ensemble du pays.

Créées pour répondre à l'urgence des besoins quotidiens de la population, et notamment des personnes les plus démunies, ces structures offrent gratuitement des soins de santé primaires.

Le 25 mai, les Grecs et les Français vont élire leurs députés au Parlement européen ; quel regard et quel espoir portes-tu sur ces élections ?

Force est de constater que ces élections interviennent dans un contexte de crise majeure du système capitaliste. L'enjeu est donc de taille. Et le chemin sera long avant que les forces d'une gauche de transformation sociale l'emportent. Espérons que ces élections seront une étape allant dans ce sens.



Face à de telles situations, nous ne possédons que deux armes nécessairement complémentaires : les luttes nationales et la solidarité internationale.

C'est dans cet esprit que nous avons lancé l'année dernière le collectif SFGS, et afin de rendre notre solidarité concrète et éminemment politique, au-delà des versants caritatifs, nous avons fait le choix de soutenir une initiative grecque aussi militante qu'exemplaire, celle des structures autogérées appelées dispensaires sociaux solidaires (DSS).

Nos objectifs sont la collecte des fonds financiers et du matériel médical ; l'information sur la crise sanitaire et sociale en Grèce ; la mise en contact direct entre structures de santé, associations et collectifs français et les DSS en vue de jumelages éventuels.

Il s'agit des structures autogérées et indépendantes. Si chaque dispensaire a son histoire et ses caractéristiques propres, leur fonctionnement repose sur des professionnels de santé et des citoyens bénévoles, et les décisions sont prises collectivement lors des assemblées générales.

En Grèce, elles seront une occasion de sanctionner la politique de rigueur et ses fervents défenseurs.

En France, elles offrent l'occasion d'avancer concrètement vers une refondation de la gauche, d'une gauche digne de ce nom, œuvrant pour l'alternative.

